



MARCHE PUBLIC DE SERVICE

Cahier des Clauses Administratives Particulières 2025-PNR-06

ENTRETIEN DU JARDIN DU SECTEUR NORD DU PARC NATIONAL DE LA REUNION

Pouvoir adjudicateur	Parc National de la Réunion 258 Rue de la République 97431 LA PLAINE DES PALMISTES
Représentant du pouvoir adjudicateur	Le Directeur du Parc national de la Réunion Monsieur DELORME Jean-Philippe
Renseignement d'ordre administratif :	Secrétariat Général
Type de marché	MAPA

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PARTIES AU MARCHÉ	4
1.1 Le Pouvoir adjudicateur	4
1.2 Le Titulaire	4
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Allotissement	5
2.3 Forme du marché	5
ARTICLE 3. DUREE.....	5
3.1 Durée du marché et délais d'exécution.....	5
ARTICLE 4. LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON.....	5
ARTICLE 5. COTRAITANCE – GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUE	5
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE.....	6
ARTICLE 7. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION.....	7
8.1 Organisation du travail.....	7
8.2 Remise des documents.....	7
8.3 Suivi du contrat	7
8.4 Contrôle des prestations	8
8.5 Modification des clauses contractuelles	8
8.6 Achèvement de la mission.....	8
ARTICLE 9. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	9
9.1 Forme des prix.....	9
9.2 Contenu des prix	9
9.3 Avance	9
9.4 Acompte	10
9.5 Cession ou nantissement	10
9.6 Changement affectant l'opérateur économique.....	10
ARTICLE 10. MODALITES DE FACTURATION	10
ARTICLE 11. DELAIS DE REGLEMENT	11
ARTICLE 12. PENALITES	11
12.1 Pénalités de retard.....	11
ARTICLE 13. ASSURANCES ET OBLIGATION ADMINISTRATIVES	12
13.1 Responsabilité	12
13.2 Autres obligations administratives	12
13.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET CONFIDENTIALITE	12
13.4 Unité monétaire et langue	12

SIMILAIRES 13

ARTICLE 15. FORCE MAJEURE	13
ARTICLE 16. RÉILIATION.....	13
ARTICLE 17. PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL	14
ARTICLE 18. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE.....	15
ARTICLE 19. PERSONNEL – RESPECT DE LA LEGISLATION SOCIALE.....	15
ARTICLE 20. DROIT APPLICABLE.....	16
ARTICLE 21. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	16
ARTICLE 22. ELECTION DE DOMICILE.....	16
ARTICLE 23. REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	16
ARTICLE 24. LITIGE	17
ARTICLE 25. NULLITE D'UNE CLAUSE	17
ARTICLE 26. DEROGATIONS AU CCAG	17

ARTICLE 1. PARTIES AU MARCHÉ

1.1 Le Pouvoir adjudicateur

Le Parc National de la Réunion, ci-après désigné par le « Pouvoir adjudicateur », est en charge de la consultation destinée à la conclusion d'un Marché avec le Titulaire, conformément à la réglementation du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Monsieur Jean-Philippe Delorme, Directeur du Parc National de la Réunion.

Coordonnées :

Parc national de la Réunion

258 rue de la République – 97431 – La Plaine des Palmistes

Tél : 02 62 90 11 35

Courriel : marches.publics@reunion-parcnational.fr

1.2 Le Titulaire

Le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le Pouvoir adjudicateur.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du contrat. Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dès la notification du marché et à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'entretien du jardin du Secteur NORD (antenne Nord) du Parc national de La Réunion situé au sis 186 allée des Topazes, à Bellepierre, 97 400 Saint-Denis.

La description détaillée des prestations attendues et leurs spécifications techniques est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :
7731000 Réalisation et entretien d'espaces verts

2.2 Allotissement

Par dérogation aux dispositions de l'article L. 2113-10 du code de la Commande Publique, le présent marché n'est pas alloté dans la mesure où la prestation est globale.

2.3 Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum mais avec un maximum annuel de 15 000 € HT.

ARTICLE 3. DUREE

3.1 Durée du marché et délais d'exécution

Le présent marché entrera en vigueur à compter sa notification pour une durée de **12 mois**. Au-delà, le marché sera reconduit de façon tacite 2 fois pour une durée de 12 mois.

Toutefois, si le Parc National de la Réunion décide de ne pas reconduire le marché, il devra notifier sa décision au titulaire par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception, au plus tard 30 jours avant la date d'expiration de la période en cours. La non reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Le délai d'exécution court à compter de la réception, par le titulaire, de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

Le marché s'exécutera selon les fréquences estimées au DQE (document non contractuel) et le calendrier prévisionnel proposé par le prestataire et par **l'édition de bon de commande** en fonction des besoins.

ARTICLE 4. LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

Les prestations seront réalisées à l'adresse suivante : Antenne Nord, sis 186 allée des Topazes, à Bellepierre, 97 400 Saint-Denis.

ARTICLE 5. COTRAITANCE – GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUE

Sous réserve des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, les soumissionnaires peuvent se présenter individuellement ou sous la forme d'un groupement momentané d'opérateurs économiques conformément aux articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la Commande Publique.

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

Les soumissionnaires sont informés que :

- Il leur est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de soumissionnaire individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- Un même opérateur économique n'est pas autorisé à présenter plusieurs offres en qualité de mandataire d'un groupement et de soumissionnaire individuel.

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier la forme du groupement en cours de procédure.

L'appréciation des capacités des groupements d'entreprises est globale.

Ce groupement devra désigner un mandataire. Ce mandataire sera le destinataire de toutes les décisions ou demandes du Parc national. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Parc national, et coordonne les prestations des membres du groupement.

ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire qui souhaite recourir à un sous-traitant pour la réalisation d'une partie des prestations objet du marché doit demander au Pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, en précisant notamment la nature des prestations sous-traitées, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à lui payer directement, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, et le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Dans le cas où les soumissionnaires entendent s'appuyer sur la capacité économique et financière ou sur les capacités techniques et professionnelles du sous-traitant, la déclaration mentionne ses capacités dans un acte spécial de sous traitance nommé « **DC4** ».

L'appréciation des capacités des soumissionnaires prend en compte les capacités des sous-traitants proposés à condition que la preuve soit apportée de leur engagement effectif pour la réalisation des prestations.

Pour rappel, **la sous-traitance totale est interdite.**

ARTICLE 7. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont indiquées, par ordre de priorité décroissante, les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*)

(*) Ces documents techniques « généraux » ne sont pas annexés à la présente consultation mais sont réputés connus des professionnels qui décideraient de soumettre une offre.

Les exemplaires conservés par le Parc national de la Réunion font seuls foi en cas de litiges.

ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 Organisation du travail

Les effectifs nécessaires à l'exécution des prestations sont fixés par le titulaire qui les communique pour information au responsable de site, sachant que le titulaire a la liberté de déterminer les modalités optimales d'organisation pour exécuter son obligation de résultat.

En cas de diminution des moyens affectés à un site, le titulaire doit justifier que cette décision n'entraîne aucune dégradation dans l'exécution de la prestation.

Le titulaire désigne un chef d'équipe pour l'encadrement, la formation, l'information et la discipline des travailleurs, en vue de la bonne exécution des prestations et d'une manière générale de l'application des clauses du C.C.T.P.

Les agents d'entretien des espaces verts doivent bénéficier ou avoir bénéficié des formations indiquées à l'article 4.3 du C.C.T.P. « FORMATIONS ».

Le titulaire doit doter les agents d'entretien et le chef d'équipe d'un vêtement de travail et de tout équipement de protection individuelle prescrit par la réglementation en fonction de la nature des tâches qu'il réalise. Les vêtements de travail et de protection doivent être tenus en permanence dans un état de bonne propreté.

8.2 Remise des documents

Dans les 30 jours qui suivent la notification du marché, le titulaire remet un dossier d'exploitation contenant les éléments d'informations suivants :

- Identité et coordonnées téléphoniques du chef d'équipe ;
- Liste nominative des agents affectés sur le site ;
- Liste des formations suivies par les agents d'entretien des espaces verts.

Le titulaire est seul responsable de la mise à jour des documents du dossier d'exploitation dont il tient informé le responsable de site.

Tout au long de la durée du contrat, le titulaire s'engage à transmettre, sur demande du Pouvoir adjudicateur, les résultats des contrôles internes (autocontrôles et contrôles de supervision) ainsi que la liste des formations suivies par les agents d'entretien des espaces verts.

8.3 Suivi du contrat

Moyens mis en œuvre :

Le titulaire met en œuvre les moyens, méthodes et modalités d'exécution figurant dans le mémoire technique remis à l'appui de son offre.

Réunions de suivi de la prestation :

Le Pouvoir adjudicateur organise une réunion de suivi de l'exécution de la prestation pour les sites relevant de sa compétence à une fréquence comprise entre 2 et 4 fois par an. Il en informe le titulaire avec un préavis de 15 jours et lui communique l'ordre du jour.

Le compte-rendu de cette réunion est transmis au titulaire et est mis à l'ordre du jour de la réunion suivante pour en suivre les évolutions.

L'ordre du jour minimal d'une réunion de suivi est :

- bilan qualitatif des prestations au moyen d'un récapitulatif des résultats des contrôles qualité contradictoires et de la fréquence de ces contrôles ;
- bilan et taux de réalisation des actions correctives ;
- bilan quantitatif des prestations (coût des prestations courantes, pénalités, réfections) ;
- revue des améliorations décidées lors de la précédente réunion de coordination ;

- faits marquants intervenus sur la période précédente ;
- fixation de nouveaux axes d'amélioration.

Réunions d'incidents d'exécution :

Les problèmes d'exécutions donnent lieu à des réunions, organisées à l'initiative du Pouvoir adjudicateur. Ces réunions sont le préalable à l'application de l'article 11 du présent C.C.A.P, relatif aux pénalités, réfections et résiliation.

8.4 Contrôle des prestations

En vue de s'assurer de la conformité des prestations réalisées aux spécifications du marché et pour constater le respect de l'obligation de résultat, il est mis en place par le Pouvoir adjudicateur, un contrôle qualité des prestations d'entretien des espaces verts en relation avec le titulaire.

La nature et les modalités de contrôle des prestations sont précisées à l'article 4 du C.C.T.P. « MODALITES D'EXECUTION ET CONTROLE DES PRESTATIONS ».

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G FCS, en cas de désaccord sur les résultats des opérations de vérification effectuées par le Pouvoir adjudicateur, le titulaire doit saisir par écrit et au plus tard dans les deux jours ouvrables suivant la notification du résultat des opérations de vérification, le Pouvoir adjudicateur qui dispose d'un délai de huit jours pour faire connaître sa réponse au titulaire :

- soit acceptation des prestations ;
- soit application des réfections prévues au présent C.C.A.P.

8.5 Modification des clauses contractuelles

Hormis la clause d'actualisation de prix prévue à l'article 9.1 du présent document, toutes les modifications susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché feront l'objet d'un avenant, dans le respect des dispositions du cahier des clauses administratives générales, du code de la commande publique et des textes pris au regard de l'état d'urgence sanitaire dans sa version en vigueur à la date de la publication de l'avis de marché.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions prévues aux articles R 2194-1 à R2194-10 du CCP. Ainsi, une modification de 10% du marché initial en matière de fournitures courantes et services peut être considérée comme valides, à la condition qu'il demeure justifiés et inférieurs aux seuils de passation des marchés en procédure formalisés (présomption de légalité).

8.6 Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, dans les conditions de l'article 30 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

ARTICLE 9. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9.1 Forme des prix

Les prix des prestations sont fixés **par le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)**.
Les prix sont fermes sur toute la durée du marché.

9.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA, sauf mention dans l'acte d'engagement, et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet du marché, notamment :

- Les documents techniques à jour,
- Les outillages et matériaux nécessaires,
- Tous frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants éventuels,
- Des contraintes liées à la sécurité des personnels du Titulaire du marché ainsi que de toute personne étrangère,
- De tous frais d'assurance,
- Et d'une manière générale, de tous frais résultant de sujétions qui en sont pas explicitement exclues de la responsabilité du Titulaire par le présent marché.

En complément de l'article **10.1.3 du CCAG FCS**, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- **En cas de cotraitance conjointe ou solidaire**, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- **En cas de sous-traitance** les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Il inclura notamment les documents techniques, la formation et les frais de déplacement et d'hébergement.

Chaque bon de commande renseignera le titulaire sur la nature des travaux à effectuer, sur leur volume, leurs dimensions mais cette description n'a pas de caractère limitatif.

Les quantités théoriques figurant au détail quantitatif estimatif du dossier de consultation, n'ont aucune valeur contractuelle. Elles ont été destinées à la comparaison des offres lors de la phase de consultation des entreprises.

Le titulaire sera rémunéré sur la base des prix unitaires et forfaitaires appliqués aux quantités réellement exécutées tels qu'ils figurent aux Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) et, dans la limite des montants maxima d'engagement.

9.3 Avance

Aucune avance n'est accordée au titulaire du marché.

9.4 Acompte

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. Des acomptes pourront être versés sur production, par le titulaire, de factures intermédiaires à l'issue de chaque phase et sa validation par le Parc national, en lien avec le détail donné dans les différents documents financiers.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Conformément à l'article R2191-22 du Code de la Commande publique, il est ramené à un mois à la demande du Titulaire.

La demande d'acompte est établie par le Titulaire. Elle indique les prestations effectuées pour la période considérée, ainsi que leur prix évalué en prix de base et hors TVA.

La demande d'acompte comporte le compte rendu d'avancement de l'élément de missions considérées et le pourcentage d'avancement de son exécution.

Ce pourcentage, après accord du pouvoir adjudicateur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

9.5 Cession ou nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions de l'article L. 2191-8 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est désignée dans l'acte d'engagement du marché. Par dérogation à l'article 4.2.2 du C.C.A.G, le service délivrera un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité sur demande écrite du titulaire.

9.6 Changement affectant l'opérateur économique

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer au Pouvoir adjudicateur tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, le Pouvoir adjudicateur ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de l'établissement et dont le Pouvoir adjudicateur n'aurait pas été informé.

ARTICLE 10. MODALITES DE FACTURATION

Après vérification du service fait, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de paiement. Le demande de paiement (facture afférente aux prestations réalisées) est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations :

- le numéro de marché : **2024_PNR_24**
- le N° SIRET du Parc National de La Réunion

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le détail de la facturation
- la référence du marché : **2024_PNR_24**
- la date de notification du marché
- le **numéro d'engagement juridique** CHORUS
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire;
- le prix total HT et le prix total TTC.

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, mandataire ou co-traitant.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par un acte spécial (DC4).

ARTICLE 11. DELAIS DE REGLEMENT

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

ARTICLE 12. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, en cas de dépassement du délai contractuel, le Titulaire encourt une pénalité de 200 € HT, par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable. Le montant des pénalités de retard est déduit des factures envoyées par le Titulaire.

ARTICLE 13. ASSURANCES ET OBLIGATION ADMINISTRATIVES

13.1 Responsabilité

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

13.2 Autres obligations administratives

Pendant toute la durée du marché, les titulaires doivent fournir tous les six mois :

- Une attestation de fourniture de déclaration sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
- Les attestations et certificats de paiement délivrés par les administrations fiscales et sociales. Le titulaire transmet les attestations par courriel à l'adresse suivante, et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours : marchés.publics@reunion-parcnational.fr. Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET CONFIDENTIALITE

Le Titulaire fournit les prestations dans le strict respect des exigences de qualité décrites dans les documents du marché.

Obligation de conseil :

Le titulaire a un devoir permanent de conseil, de mise en garde ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations fournies au pouvoir adjudicateur. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Obligation d'information :

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du contrat.

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

13.4 Unité monétaire et langue

Le présent marché est conclu en euro.

Les documents constituant, et/ ou accompagnant la candidature ou l'offre devront être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

ARTICLE 14. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires sans publicité, ni mise en concurrence préalables avec le Titulaire dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 15. FORCE MAJEURE

Les Parties ne pourront être tenues responsables d'un manquement à l'une quelconque de leurs obligations au titre du présent marché qui résulterait de la survenance d'un événement de force majeure, tel que défini par la loi et la jurisprudence.

Dans la mesure où de telles circonstances se poursuivraient pendant une durée supérieure à un (1) mois calendaire, les Parties conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs.

Si aucun accord n'était possible, chaque Partie serait en droit de résilier le marché, sous réserve du respect d'un préavis de quinze (15) jours, sans dommages et intérêts, sur simple notification écrite adressée à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Au jour de prise d'effet de la résiliation, les sommes d'ores et déjà encaissées par le Titulaire lui resteront acquises. De la même manière, les sommes correspondantes aux factures émises, mais non payées, seront dues au Titulaire.

ARTICLE 16. RÉSILIATION

Il sera fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS sous réserve des stipulations ci-dessous.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- pour événements extérieurs au marché et relatifs à la capacité du titulaire à exécuter le marché¹ ;
- pour faute du titulaire² ;
- absence de garanties complémentaires exigées au titre des capacités (absence d'interdiction de soumissionner) ou des assurances (Article 13.1) malgré une relance par courrier ou courriel en recommandé A/R.

ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- événements liés au marché et indépendants de la volonté du titulaire³ ;
- motif d'intérêt général⁴ ;

donne lieu à aucune indemnisation du titulaire car ce marché est conclu sans minimum et avec un maximum.

¹art.39 du CCAG-FCS

²art.41 du CCAG-FCS

³art.40 du CCAG-FCS

⁴art.42 du CCAG-FCS

ARTICLE 17. PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominative, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le POUVOIR ADJUDICATEUR, afin de se conformer aux règles nouvelles, s'imposent au TITULAIRE du présent marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au POUVOIR ADJUDICATEUR d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra procéder au stockage, au traitement et à l'utilisation des données à caractère personnel du Titulaire pour les besoins de la procédure de passation et du présent marché. Les données pourront être communiquées ou rendues accessibles par le Pouvoir Adjudicateur en interne et, sur requête, aux autorités judiciaires et administratives compétentes. Ces données seront également accessibles aux éventuels prestataires/ sous-traitants externes auxquels le Pouvoir Adjudicateur pourrait avoir recours, notamment dans le cadre de prestations informatiques. Ces prestataires/sous-traitants agissent selon les instructions du Pouvoir Adjudicateur et sont tenus de mettre en œuvre des mesures de protection appropriées de ces données à caractère personnel.

Les données du Titulaire ne seront pas transférées en dehors de l'Union Européenne.

Les données seront conservées pour la durée de la relation avec le Titulaire, augmentée des durées de prescription applicables.

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, le Titulaire dispose :

- D'un droit d'accès, de rectification et de portabilité des informations les concernant ;
- D'un droit de limitation, d'effacement et d'opposition au traitement de leurs données ;

De la possibilité de transmettre au Pouvoir Adjudicateur des directives afin d'organiser le sort des données les concernant (conservation, effacement, communication à un tiers, etc.) en cas de décès.

Toutefois, l'opposition du Titulaire peut, en pratique et selon les cas, avoir une incidence ou rendre impossible la prise en compte de certaines demandes ou l'exécution de certains droits dans le cadre de la présente disposition.

Le Titulaire dispose également d'un droit de recours auprès d'une autorité nationale de contrôle telle que la CNIL en cas de violation de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et notamment du Règlement européen n°2016-679.

Le Titulaire s'engage à informer ses associés, représentants, salariés et préposés éventuels des droits dont ils disposent en vertu de la présente clause.

Dans le cadre de la remise de documents comportant des données à caractère personnel par les soumissionnaires (ex : CV...), ceux-ci peuvent en obtenir la restitution ou effectuer des modifications, auprès du POUVOIR ADJUDICATEUR, sur demande expresse du soumissionnaire, après signature du marché.

ARTICLE 18. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE

L'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique prévoit que les sociétés appartenant à un groupe de sociétés dont la société mère a son siège social en France, dont l'effectif comprend au moins cinq cents salariés et dont le chiffre d'affaires consolidé est supérieur à 100 millions d'euros, sont tenues notamment de mettre en œuvre des procédures d'évaluation de la situation des fournisseurs, fournisseurs de premier rang et intermédiaires au regard de la cartographie des risques d'exposition des sociétés du groupe à des sollicitations externes aux fins de corruption.

Dans ce contexte il est précisé que le titulaire du marché :

-S'engage à respecter les lois et règlements qui lui sont applicables et, sur demande, à communiquer tout justificatif de la mise en place de toute procédure prescrite par les lois et règlements relatifs à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence qui lui sont applicables de même que toute autre information que le Parc pourrait raisonnablement réclamer pour vérifier le respect de ces lois et règlements par le titulaire.

-S'engage à coopérer pour les fins de toute enquête de l'Agence française anticorruption ou de toute autre autorité enquêtant sur des faits de corruption ou de trafic d'influence »

-S'engage à permettre au Pouvoir Adjudicateur de, à condition d'en avoir informé le titulaire avec un préavis minimum de cinq (5) jours, procéder éventuellement avec l'assistance d'un tiers à un audit, afin notamment de vérifier le respect par ce dernier de ses obligations en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence.

Dans le cadre de l'audit, le titulaire s'engage notamment à permettre l'accès à ses locaux à tout auditeur désigné par le Pouvoir Adjudicateur, à collaborer de bonne foi avec le ou les auditeur(s) et à leur fournir l'ensemble des renseignements et informations demandés et nécessaires au bon déroulement de l'audit. Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à ce que les opérations d'audit ne perturbent pas l'organisation ou les équipes du titulaire, au-delà des contraintes inhérentes au bon déroulement des procédures d'audit.

Dans l'hypothèse où le résultat de l'audit révélerait un ou plusieurs manquement(s) en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence le titulaire s'engage alors à mettre en place sans délai et à ses frais les mesures nécessaires afin de corriger les manquements ou non-conformités révélés par l'audit et à rembourser le Pouvoir Adjudicateur des frais engagés par ce dernier au titre de l'audit ».

A la demande du Pouvoir Adjudicateur, le titulaire s'engage à remettre dans un délai de 5 jours suivant la notification de la demande, un questionnaire relatif à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Le titulaire s'engage sur l'exactitude des informations contenue dans le questionnaire.

ARTICLE 19. PERSONNEL – RESPECT DE LA LEGISLATION SOCIALE

Le Titulaire certifie et atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés qualifiés et employés conformément aux articles L.3243-1 et suivants du Code de Travail et dans le respect des dispositions des articles L 8221-1et L 8221-2 du même Code.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du Code du travail et notamment l'article L.8231-1 et suivants du Code du Travail. Et les dispositions de l'article 6 du CCAG FCS.

Le Titulaire déclare être indépendant du Pouvoir adjudicateur et assumer seul sa responsabilité d'employeur à l'égard de ses salariés.

Le Titulaire garantit le Pouvoir adjudicateur contre les conséquences pécuniaires de toute action ou réclamation provenant de tiers, et notamment des administrations, du fait du non-respect par le Titulaire des obligations mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 20. DROIT APPLICABLE

De convention expresse entre les Parties, le présent marché est soumis au droit français, à l'exclusion de toute autre législation.

ARTICLE 21. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Parc par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'établissement adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 22. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes ainsi que de leurs suites, les Parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges sociaux ou adresses indiqués en tête du présent document.

Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des parties ne sera opposable à l'autre partie que sept jours après lui avoir été dûment notifiée.

ARTICLE 23. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le Comité consultatif interrégional de règlement des différends de Paris1 et/ou la médiation des entreprises (DIECCTE).

ARTICLE 24. LITIGE

Tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent accord-cadre sera soumis au tribunal administratif de la Réunion exclusivement compétent, y compris en référé, nonobstant l'appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Saint Denis
27 rue Félix Guyon
CS 61107
97404 Saint Denis Cedex.
Téléphone : 02.62.93.43.60
Courriel : greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché ;
- * Référé Contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution ;
- * Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

ARTICLE 25. NULLITE D'UNE CLAUSE

L'invalidité, l'inopposabilité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre œuvre une stipulation de l'accord-cadre ou du marché n'affectera aucunement la validité, l'opposabilité, l'efficacité et la mise en œuvre des autres stipulations de l'accord-cadre, qui continueront de trouver application.

Toutefois, les Parties négocieront de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

ARTICLE 26. DEROGATIONS AU CCAG

Article du présent CCAP	Article du CCAG
7	4.1
8.4	28.2
9.5	4.2.2
12/12.1	14.1.3/14.1.1